



Congrès FNADE 2017 : S'engager collectivement pour la croissance verte

Favoriser le développement du déchet ressource

Le Congrès 2017 de la FNADE a été l'occasion de présenter et de débattre des [12 mesures de la FNADE en faveur de la croissance verte](#), proposées pendant les élections présidentielles et législatives. L'événement a mis en exergue la nécessité d'un engagement collectif et d'une volonté politique pour faire de la France le leader de la croissance verte. Au cours de son intervention, le président Jean-Marc Boursier s'est félicité de la réelle prise de conscience des citoyens à propos du déchet-ressource et il a rappelé qu'au-delà des enjeux sociétaux et environnementaux, une réalité industrielle existe, encore méconnue ; il faut expliquer ce qu'il advient de nos déchets. A travers plusieurs propositions concrètes, il a expliqué comment le déchet-ressource contribue à développer l'économie circulaire, et en quoi il est triplement vertueux avec des effets positifs sur l'emploi, la balance commerciale et le climat.

Inciter au changement

Au cours de la table-ronde, les intervenants ont expliqué que le développement de l'économie circulaire dans les territoires s'appuyait sur la compétitivité et sur l'innovation. L'exemple du papetier Blue Paper a permis d'illustrer ce propos. En effet, ancienne usine de papier (glacé) de magazine, l'entreprise produit désormais du carton ondulé en recyclant les déchets de collectivités et d'industries. Parallèlement, un projet de chaudière permettra à l'entreprise, dès 2018, de produire sa propre énergie à partir de Combustibles solides de récupération (CSR). Pour innover, " les entreprises ont besoin d'une motivation économique ainsi que d'un cadre fiscal et juridique stable", a estimé Thierry Makaroff, Supplain chain manager chez Blue Paper. Nous comptons sur les politiques pour motiver des industriels comme nous ».

Mobiliser et agir ensemble

Selon Didier Mandelli, sénateur vendéen, le rôle des élus est de « rétablir la confiance » en l'avenir. Il précise : « globalement, les élus ont tous les outils d'incitation à leur disposition, techniques ou juridiques ». Didier Mandelli promeut la création d'un groupe interparlementaire sur les déchets. « Les déchets n'ont pas de couleur politique, ce qui favorise l'approche trans-partisane ».

Par ailleurs l'engagement des citoyens pourrait être renforcé grâce à l'harmonisation des consignes de tri sur le territoire. C'est ce qu'indiquait François Carlier, délégué général de l'association Consommation, logement et cadre de vie (CLCV). Concernant la tarification incitative, il a souligné : « alors que la moitié des collectivités territoriales concernées n'applique pas la redevance spéciale pour l'enlèvement des ordures ménagères, les deux tiers des ménages que nous avons interrogés se disent prêts à des tarifications incitatives ».



Abondant dans ce sens, Jean-Christophe Darne, vice-président du SN2E indiquait quant à lui qu' « au-delà des mesures incitatives (ou punitives), il semble nécessaire de redonner un sens à nos comportements, en pensant à l'objectif et aussi aux générations futures, ce qui implique un travail de pédagogie à tous les échelons ».

Bernard Harambillet, vice-président de la FNADE a constaté les progrès en précisant que « quelques années en arrière, nous n'aurions jamais organisé une table-ronde sur un tel sujet ; le faire aujourd'hui démontre combien nous pouvons collectivement trouver des solutions ». Il a aussi souligné le potentiel des contrats de performance, véritable levier d'innovation. Enfin, il a rappelé combien les entreprises de la filière ont besoin d'un cadre clair, fiscal et réglementaire, et d'une certaine visibilité pour investir . A la clé, ce sont des emplois et de la croissance.

Faire de la France le leader de la transition écologique

Alors que le 20^e siècle s'appuyait sur la productivité du capital et du travail, « l'enjeu du 21^e siècle sera de faire exploser la productivité de la gestion de la ressource », faisait valoir Pascal Canfin, directeur général du WWF France. Une telle révolution implique un changement culturel : « l'ensemble de la chaîne de comportements est à changer, des entreprises aux consommateurs », précisait l'ancien ministre (en vidéo).

La nécessité de changement culturel a été également été mis en exergue par Jean-Marc Boursier qui souhaite "faire de la France le leader européen de la transition écologique". Il a précisé : « J'appelle le nouveau gouvernement à promouvoir des modèles innovants de partenariats public-privé pour faire émerger des solutions en réponse aux défis que nous avons à relever. Le déchet ressource possède un réel potentiel que nous ne pouvons plus ignorer».

[Retrouvez les 12 propositions de la FNADE en faveur de la croissance verte.](#)